APPEL À MOBILISATION

Le 9 novembre, empêchons toute nouvelle baisse de l'assurance chômage et gagnons des droits !

Les 9 et 10 novembre se tiennent les dernières séances de négociations d'assurance chômage. Cette négociation se déroule depuis fin septembre sous la pression du gouvernement : celui-ci veut (encore) ponctionner les ressources de l'Unedic, en détournant ce qui doit normalement payer les allocations chômage vers France Travail, instrument pour fliquer les allocataires du RSA.

Tout en s'opposant mollement à cette ponction, le patronat souhaite, lui, poursuivre la casse des droits des salarié·es privé·es d'emploi :

- pseudo « mensualisation » pour permettre une nouvelle baisse de l'indemnisation ;
- recul des bornes d'âge permettant des droits un peu meilleurs pour les sénior·es, en application de la réforme des retraites ;
- diminution de l'indemnisation des salarié·es en multi-emploi (par exemple les assistant·es maternel·les) ;
- diminution des cotisations patronales…

La CGT revendique au contraire de revenir sur les réformes Macron depuis 2018. Elle propose entre autres :

- la baisse du seuil d'ouverture des droits de six à quatre mois ;
- une véritable allocation plancher pour toutes et tous ;
- une indemnisation à hauteur du Smic CGT (2 000 euros bruts) ;
- l'allongement des périodes d'indemnisation, raccourcies sous Macron I et II ;
- la fin de la dégressivité pour les cadres ;
- la généralisation d'un véritable malus sur les entreprises ayant recours aux contrats précaires ;
- la hausse du plafond de cotisations pour faire cotiser les entreprises sur les plus hauts salaires.

Pour appuyer nos revendications et les faire connaître au plus grand nombre, la CGT appelle à organiser des actions et rassemblements partout en France le 9 novembre 2023, jour de l'avant-dernière séance et veille de la conclusive des négociations.

D'ores et déjà différentes actions ont commencé, en s'appuyant sur les organisations les plus mobilisées (syndicats de Pôle emploi, Fédération des organismes sociaux, Fédération du spectacle, Comité national des travailleur·ses privé·es d'emploi et précaires). Il est essentiel de maintenir la pression pour obtenir le meilleur accord possible et de nouveaux droits pour les plus précaires !

La CGT appelle donc les privé·es d'emploi, précaires, agent·es du service public de l'emploi à se mobiliser et à rejoindre les rassemblements et initiatives organisés dans différentes villes de France.